

Vu le décret du 5 juillet 1989 contenant le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1989;  
 Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 juillet 1989 fixant les règles relatives à la répartition et à l'affectation du crédit spécial de soutien de la politique communale à l'égard des groupes défavorisés;  
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 juillet 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 8 août 1980;  
 Vu l'urgence;  
 Considérant qu'il est impératif pour les communes de pouvoir tenir compte, dans le plus bref délai, de la transmissibilité de leur quote-part du crédit au budget communal 1990, en vue de l'établissement correct des modifications budgétaires pour l'exercice 1989 et le budget 1990.  
 Sur la proposition du Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique;  
 Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1er.** Dans l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 juillet 1989 fixant les règles relatives à la répartition et à l'affectation du crédit spécial de soutien de la politique communale à l'égard des groupes défavorisés, la première phrase est remplacée comme suit :

« Les communes sont tenues d'affecter leur quote-part à la couverture de dépenses spécifiques du budget ordinaire ou extraordinaire des exercices 1989 et/ou 1990 relatives aux groupes sociaux économiquement faibles dans le sens le plus large du terme, notamment dans le domaine de l'emploi ou qui visent à l'intégration à la fois de ces groupes et des quartiers défavorables. »

**Art. 2.** L'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 juillet 1989 fixant les règles relatives à la répartition et à l'affectation du crédit spécial de soutien de la politique communale à l'égard des groupes défavorisés est remplacé par la disposition suivante :

« L'affectation envisagée de la quote-part est établie par le conseil communal et consignée dans un relevé qui est annexé, à titre de document justificatif, au budget de l'exercice 1989 et/ou 1990, conformément à l'article 96 de la nouvelle loi communale. Le Collège des Bourgmestre et Echevins arrête, sur base de ce relevé, l'affectation réelle de la quote-part dans l'exécution du budget. Le montant total des dépenses figurant dans ce relevé et qui ont trait à l'affectation projetée de la quote-part communale, peut être supérieur à la quote-part revenant à la commune. L'affectation réelle ressort des comptes de 1989 et ou 1990, selon l'exercice dans lequel le montant a été affecté.

Le relevé visé à l'alinéa premier est annexé à ces comptes à titre de document justificatif. Ce relevé précise, pour chaque dépense, le montant couvert par la quote-part communale. »

**Art. 3.** Dans l'article 12 de l'arrêté du 12 juillet 1989 fixant les règles relatives à la répartition et à l'affectation du crédit spécial de soutien de la politique communale à l'égard des groupes défavorisés, les mots « au cours de l'exercice » sont supprimés.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté du 12 juillet 1989 fixant les règles relatives à la répartition et à l'affectation du crédit spécial de soutien de la politique communale à l'égard des groupes défavorisés.

Bruxelles, le 11 octobre 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
 G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
 L. VAN DEN BOSSCHE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 2433

**18 OCTOBRE 1989.** — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, notamment l'article 4, § 2;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 février 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des dispositions de manière à ne pas mettre en péril l'équilibre financier retrouvé par les communes et les C.P.A.S. dont le plan d'assainissement a cessé ses effets;

Considérant qu'il faut donner aux communes et aux C.P.A.S. soumis à un plan d'assainissement par lequel l'autorité de tutelle impose une réduction de personnel, la faculté de ne pas être sanctionnées suite à l'application de cette réduction et leur permettre d'atteindre les objectifs financiers qui leur sont imposés;

Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986, *Moniteur belge* du 20 novembre 1986.

Arrêté royal du 29 octobre 1986, *Moniteur belge* du 20 novembre 1986.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 février 1989, *Moniteur belge* du 11 mai 1989.

Sur proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et du Ministre des Pouvoirs locaux, des travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 février 1989.

« Art. 4bis. Pour l'application de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal n° 474 en ce qui concerne les communes et centres publics d'aide sociale dont le plan d'assainissement, par lequel l'autorité de tutelle avait imposé réduction du personnel, a cessé ses effets :

1<sup>o</sup> Le montant annuel de la prime est fixé à 400 000 F pour autant que la contribution du pouvoir local à la réalisation de la politique de l'emploi satisfasse aux critères suivants :

a) s'engager à recruter au plus tard le premier jour de la troisième année qui suit celle à la fin de laquelle le plan d'assainissement a cessé ses effets, le nombre de stagiaires imposés par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes ou avoir été dispensé totalement ou partiellement de ce recrutement;

b) maintenir le volume global de l'emploi au moins au niveau de la moyenne de l'effectif du personnel occupé par le pouvoir local et par les régies et les associations sans but lucratif dans la création ou la direction desquelles l'autorité publique locale est prépondérante, au cours des douze mois qui précèdent le moment où le plan d'assainissement a pris fin.

Par personnel occupé, on entend le personnel définitif, temporaire et contractuel, les chômeurs occupés par les pouvoirs publics et les travailleurs du Troisième Circuit de Travail, à l'exclusion des stagiaires occupés en exécution de l'arrêté royal n° 230 susvisé, des travailleurs du Cadre spécial temporaire et du personnel enseignant.

Pour calculer le nombre moyen de l'effectif des membres du personnel occupé, le nombre total des travailleurs déclarés selon les renseignements fournis par l'employeur à la fin de chaque trimestre de la période de référence à l'Office national de Sécurité sociale et/ou à l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales, est divisé par le nombre de trimestres pour lesquels une déclaration a été introduite auprès des organismes précités au cours de la période de référence.

En ce qui concerne les chômeurs mis au travail et les travailleurs du Troisième Circuit de Travail, le nombre moyen est établi par la moyenne arithmétique du nombre de ces chômeurs et de travailleurs occupés par l'employeur durant chacun des trimestres de la période de référence.

Pour les travailleurs occupés à temps partiel, il sera tenu compte du nombre d'emplois en équivalent temps plein;

c) maintenir au moins l'effectif du personnel définitif, temporaire et contractuel occupé à la date du 30 juin de l'année durant laquelle le plan d'assainissement a pris fin;

d) maintenir au moins la proportion de 50 % de personnel dont la charge financière est supportée entièrement par le pouvoir local concerné et par les régies et les associations sans but lucratif dans la création ou la direction desquelles l'autorité publique locale est prépondérante par rapport au personnel occupé par le pouvoir local.

Il faut entendre par le personnel dont la charge financière est supportée entièrement par le pouvoir local, le personnel tel qu'il est défini au point c ci-dessus.

Il faut entendre par personnel occupé par le pouvoir local le personnel tel qu'il est défini au point b ci-dessus.

2<sup>o</sup> Le montant annuel de la prime est fixée à 230 000 F lorsque le pouvoir local ne respecte pas un des critères énoncés au 1<sup>o</sup> du présent article. »

**Art. 2.** L'article 6, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'Exécutif régional wallon peut, par mesure transitoire, jusqu'au 31 décembre 1991, dispenser du respect des critères visés à l'article 4, 1<sup>o</sup>, les communes et les centres publics d'aide sociale soumis à un plan d'assainissement par lequel l'autorité de tutelle a imposé une réduction du personnel. »

**Art. 3.** Le Ministre de la Rénovation rurale de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 octobre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie,  
des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

Le Ministre des Pouvoirs locaux,  
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 2433

**18. OKTOBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 18. Oktober 1986 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden (1)**

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, insbesondere des Artikels 4, § 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Oktober 1986 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 29. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Februar 1989;

Aufgrund der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß Maßnahmen getroffen werden müssen, damit das von den Gemeinden und ÖSHZ, deren Sanierungsplan außer Kraft getreten ist, wiedererlangte finanzielle Gleichgewicht nicht gefährdet wird;

In der Erwägung, daß den Gemeinden und ÖSHZ, die einem Sanierungsplan unterworfen sind, mit dem die Aufsichtsbehörde einen Personalabbau auferlegt, die Möglichkeit gegeben werden muß, der Anwendung dieser Verminderung zufolge nicht bestraft zu werden und die ihnen auferlegten finanziellen Ziele zu erreichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriegebiete und der Beschäftigung und des Ministers der Lokalen Behörden, der Bezuschusteten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** In den Königlichen Erlaß vom 29. Oktober 1986 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Februar 1989, wird ein Artikel 4bis folgenden Wortlauts eingefügt.

« Art. 4bis. Zwecks Anwendung von Artikel 4, § 2 des Königlichen Erlasses Nr. 474 hinsichtlich der Gemeinden und der öffentlichen Sozialhilfezentren, deren Sanierungsplan, mit dem die Aufsichtsbehörde ihnen einen Personalabbau auferlegt hatte, außer Kraft getreten ist :

1° wird die Höhe der Prämie auf 400 000 Franken festgelegt, soweit die Beteiligung der lokalen Behörde an der Durchführung der Beschäftigungspolitik den folgenden Kriterien entspricht :

a) sich dazu verpflichten, spätestens am ersten Tag des dritten Jahres, das dem Jahr folgt, an dessen Ende der Sanierungsplan außer Kraft getreten ist, die durch den Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die Eingliederung der Jugendlichen in das Erwerbsleben aufgezwungen Anzahl Praktikante zu rekrutieren oder von dieser Rekrutierung ganz oder teilweise befreit worden sein;

b) das globale Beschäftigungsvolumen wenigstens im Durchschnitt des von der lokalen Behörde und von den Regionen und Vereinen ohne Erwerbszweck, an deren Gründung oder Führung die lokale Behörde den Stichentscheid gibt, beschäftigten Personalbestands im Laufe der zwölf Monate vor dem Ende des Sanierungsplans aufrechterhalten.

Unter « beschäftigtem Personal » versteht man das endgültige Personal, das Personal auf Zeit und das Vertragspersonal, die von den öffentlichen Behörden beschäftigten Arbeitslosen und die Arbeitnehmer des dritten Arbeitswegs, wobei die in Ausführung des vorerwähnten Königlichen Erlasses Nr. 230 beschäftigten Praktikante, die Arbeitnehmer des zeitweiligen Sonderstellenplans und das Lehrpersonal ausgeschlossen sind.

Zwecks Berechnung der durchschnittlichen Anzahl der beschäftigten Personalmitglieder wird die Gesamtzahl der Arbeitnehmer, die aufgrund der vom Arbeitgeber am Ende jedes Vierteljahres der Bezugsperiode beim Landesamt für Sozialsicherheit und/oder beim Landesamt für Sozialsicherheit der provinziellen und lokalen Verwaltungen erbrachten Auskünfte angegeben werden, durch die Anzahl Vierteljahre, für welche eine Erklärung bei den vorgenannten Einrichtungen im Laufe der Bezugsperiode eingereicht worden ist, geteilt.

Hinsichtlich der angestellten Arbeitslosen und der Arbeitnehmer des dritten Arbeitswegs wird die Durchschnittszahl mittels der arithmetischen Mitte der Anzahl der vom Arbeitgeber während jedes Vierteljahres der Bezugsperiode beschäftigten Arbeitslosen und Arbeitnehmer ausgemacht.

Für Arbeitnehmer, die eine Teilzeitbeschäftigung haben, wird die Zahl der Vollzeiteinheiten berücksichtigt.

c) mindestens das am 30. Juni des Jahres, in dem der Sanierungsplan geendet hat, beschäftigte endgültige, zeitweilige oder Vertragspersonal aufrechterhalten;

d) mindestens das 50-prozentige Verhältnis des Personals, dessen finanzielle Last von der betreffenden lokalen Behörde und von den Regionen und den Vereinen ohne Erwerbszweck, an deren Gründung oder Führung die lokale Behörde den Stichentscheid gibt, völlig getragen wird, gegenüber dem von der lokalen Behörde beschäftigten Personal aufrechterhalten.

Unter « Personal, dessen finanzielle Last von der lokalen Behörde völlig getragen wird », versteht man das Personal, so wie es unter Punkt c oben definiert ist.

Unter « von der lokalen Behörde beschäftigtem Personal » versteht man das Personal, so wie es unter Punkt b oben definiert ist.

2° Wenn die lokale Behörde eine der unter Punkt 1 des vorliegenden Artikels aufgezählten Bedingungen nicht beachtet, wird der jährliche Prämienbetrag auf 230 000 Franken festgelegt. »

(1) Verweise auf das *Belgische Staatsblatt* :

Königlicher Erlaß Nr. 474 vom 28. Oktober 1986, *Belgisches Staatsblatt* vom 20. November 1986.

Königlicher Erlaß vom 29. Oktober 1986, *Belgisches Staatsblatt* vom 20. November 1986.

Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Februar 1989, *Belgisches Staatsblatt* vom 11. Mai 1989.

Art. 2. Artikel 6, § 2 desselben Erlasses erhält die folgende Fassung :

« § 2. Bis zum 31. Dezember 1991 darf die Wallonische Regionalexekutive übergangsweise die Gemeinden und öffentlichen Sozialhilfezentren, die einem Sanierungsplan, mit dem die Aufsichtsbehörde einen Personalabbau auferlegt hat, unterworfenen sind, von der Einhaltung der in Artikel 4, Punkt 1 aufgezählten Kriterien freistellen. »

Art. 3: Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriegebiete und der Beschäftigung und der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschulften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region sind jeder in seinem Bereich mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 18. Oktober 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriegebiete und der Beschäftigung,

E. HISMANS

Der Minister der Lokalen Behörden,  
der Bezuschulften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

—  
VERTALING  
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 2433

18 OKTOBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 houdende uitvoering van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen (1)

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 4, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 houdende uitvoering van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 februari 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat maatregelen dienen te worden genomen zodat het door de gemeenten en O.C.M.W.'s waarvan het saneringsplan niet meer van kracht is teruggevonden financieel evenwicht niet in gevaar wordt gebracht;

Overwegend dat aan de gemeenten en O.C.M.W.'s onderworpen aan een saneringsplan waarbij de toezichtoverheid een personeelsvermindering oplegt de mogelijkheid gegeven moet worden niet gestraft te zijn ten gevolge van de toepassing van deze vermindering en hun toe te laten de hun opgelegde financiële doeleinden te bereiken;

Op de voordracht van de Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden, Tewerkstelling en van de Minister van Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Een als volgt opgesteld artikel 4bis is ingevoegd in het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 houdende uitvoering van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 februari 1989.

\* Art. 4bis. Voor de toepassing van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit nr. 474 voor wat betreft de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarvan het saneringsplan, waarbij de toezichtoverheid een personeelsvermindering opgelegd had, niet meer van kracht is :

1<sup>o</sup> is het jaarlijks bedrag van de premie vastgesteld op 400 000 F voor zover de bijdrage van het plaatselijk bestuur tot de realisatie van het tewerkstellingsbeleid aan de volgende normen antwoordt :

a) zich eraan verbinden ten laatste de eerste dag van het derde jaar dat het jaar volgt op het einde van hetwelk het saneringsplan niet meer van kracht is het aantal stagiairs in dienst te nemen opgelegd bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces of vrijgesteld zijn, geheel of ten dele, van deze indienstneming;

b) het globale tewerkstellingsvolume ten minste handhaven op het gemiddeld aantal personeelsleden tewerkgesteld door het plaatselijk bestuur en door de regio's en verenigingen zonder winstoogmerk waarbij de plaatselijke overheid een overwegende rol speelt in de oprichting of de leiding ervan, tijdens de twaalf maanden die het ogenblik voorafgaan wanneer het saneringsplan eindigde.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986, *Belgisch Staatsblad* van 20 november 1986.

Koninklijk besluit van 29 oktober 1986, *Belgisch Staatsblad* van 20 november 1986.

Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 februari 1989, *Belgisch Staatsblad* van 11 mei 1989.

Onder tewerkgesteld personeel verstaat men het vastbenoemde, het tijdelijk en het contractuele personeel, de door de overheid tewerkgestelde werklozen en de werknemers van het derde arbeidscircuit, met uitzondering van de stagiairs die tewerkgesteld worden ter uitvoering van bovenbedoeld koninklijk besluit nr. 230, van de werknemers van het bijzonder tijdelijk kader en van het onderwijzend personeel.

Om het gemiddelde aantal personeelsleden te berekenen, wordt het totaal aantal werknemers dat volgens de inlichtingen verstrekt door de werkgever op het einde van elke trimester van de referentieperiode is aangegeven bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, gedeeld door het aantal trimesters waarvoor tijdens de referentieperiode een aangifte bij de voormelde instellingen is ingediend.

Voor de door de overheid tewerkgestelde werklozen en de werknemers van het derde arbeidscircuit wordt het gemiddelde aantal bekomen aan de hand van het rekenkundig gemiddelde van het aantal werklozen en werknemers door de werkgever tewerkgesteld tijdens ieder trimester van de referentieperiode. Voor de werknemers die deeltijds tewerkgesteld zijn, zal er rekening gehouden worden met het aantal werkplaatsen omgezet in voltijdse equivalenten.

c) het aantal vastbenoemde, tijdelijke en contractuele personeelsleden die op 30 juni van het jaar gedurende hetwelk het saneringsplan eindigde in dienst waren, handhaven;

d) de verhouding van ten minste 50 % handhaven van het personeel waarvan de financiële lasten volledig gedragen worden door het plaatselijk bestuur, de regies en de verenigingen zonder winstoogmerk waarbij de plaatselijke overheid een overwegende rol speelt in de oprichting en de leiding ervan, ten opzichte van het personeel tewerkgesteld door het plaatselijk bestuur.

Onder personeel waarvan de financiële lasten volledig gedragen worden door het plaatselijk bestuur dient verstaan het personeel zoals omschreven onder bovengenoemd punt c.

Onder personeel tewerkgesteld door het plaatselijk bestuur dient verstaan het personeel zoals omschreven onder bovengenoemd punt b.

2° Het bedrag van de premie is vastgesteld op 230 000 F indien het plaatselijk bestuur één van de sub 1° van dit artikel geformuleerde normen niet naleeft. »

Art. 2. Artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Als overgangsmaatregel beperkt tot 31 december 1991, kan de Waalse Gewestexecutieve een vrijstelling verlenen op de naleving van de criteria bedoeld bij artikel 4, 1°, aan de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die onderworpen zijn aan een saneringsplan waardoor de voogdijoverheid een personeelsvermindering oplegt. »

Art. 3. De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden, Tewerkstelling en de Minister van Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 oktober 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.S.'s en Regionaal Openbaar Ambt,  
B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,  
H. HISMANS

De Minister van Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,  
A. COOLS

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 89 — 2434

23 NOVEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale revisant le loyer de base et les revenus de référence visés à l'arrêté royal du 25 septembre 1987 relatifs aux locations, dans la Région bruxelloise, des habitations gérées par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci

L'Exécutif de la Région Bruxelles-Capitale,

Vu l'urgence résultant de la nécessité que le présent arrêté soit publié et entre en vigueur au plus tard le 1er janvier 1990, compte tenu des exigences de l'article 5, § 4, de l'arrêté ministériel du 13 novembre 1981 approuvant pour la Région bruxelloise le contrat-type de bail pour les logements gérés par la S.N.L. ou par les sociétés agréées.

Vu la Code du Logement annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 confirmé par la loi du 2 juillet 1971;

### EXECUTIEVE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 89 — 2434

23 NOVEMBER 1989. — Besluit van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest houdende herziening van de basis-huurprijs en de referentieïnkomens bedoeld in het koninklijk besluit van 25 september 1987 betreffende de huur, in het Brusselse Gewest, van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of door de door haar erkende vennootschappen

De Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,

Gelet op het dringend karakter en de noodzaak om dit besluit te publiceren, dat vóór 1 januari 1990 in voege treedt, rekening houdend met de voorwaarden gesteld in artikel 5, § 4, van het ministerieel besluit van 13 november 1981 houdende goedkeuring van het Brusselse Gewest van het typehuurcontact voor de woningen beheerd door de N.M.H. of door de door haar erkende vennootschappen.

Gelet op de Huisvestingscode gevoegd aan het koninklijk besluit van 10 december 1970, bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1971;